

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Jacques Duplat : Transfert de salariés à une personne publique : une compétence prud'homale élargie (Conclusions sous Tribunal des conflits 19 janvier 2004, *Devun*) - Note **Chantal Verdin**.

Anja Johansson et Francis Meyer : La légalité des heures d'équivalence en question (à propos de l'arrêt du Conseil d'Etat du 3 décembre 2003)

A PROPOS DU RAPPORT DE VIRVILLE

Marie-France Bied-Charreton : Un projet de réfection du droit du travail néo-libéral : grille d'analyse.

Pascal Rennes : Sécurité pour les uns, risques pour les autres.

JURISPRUDENCE

Voir notamment :

Responsabilité sans faute du centre hospitalier à l'égard du praticien contaminé par le VIH dans l'exercice de ses fonctions.

Conseil d'Etat (5^e et 7^e ss-sect.) 10 octobre 2003 - Note Malik Boumédiène (p. 180)

Réquision des grévistes par le préfet et recours au référé-liberté (affaire *Clinique du Parc*).

Conseil d'Etat (1^{re} et 2^e ss-sect.) 9 décembre 2003 - Note Mireille Panigel-Nennouche (p. 185)

L'entreprise utilisatrice d'un intérimaire est passible de sanctions pénales pour refus d'embauche lié à l'activité syndicale.

Cour de cassation (Ch. Crim.) 3 septembre 2003 - Note Romain Marié (p. 195)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture).



REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

TABLE DES MATIÈRES

AVRIL 2004

Doctrine :

Hommage à Gérard Lyon-Caen	145
Transfert de salariés à une personne publique : une compétence prud'homale élargie, Conclusions de Jacques Duplat , Commissaire du gouvernement	146
Annexe : TRANSFERT D'ENTREPRISE – Activité transférée à une personne morale entretenant habituellement des rapports de droit public avec son personnel – Sort du personnel – Période postérieure au transfert mais antérieure à une formalisation de l'embauche – Persistance de rapports de droit privé – Compétence prud'homale.	
TRIBUNAL DES CONFLITS 19 janvier 2004	151
Note Chantal Verdin , présidente du CPH de Paris	152
La légalité des heures d'équivalence en question (à propos de l'arrêt du Conseil d'Etat du 3 décembre 2003) par Anja Johansson , Doctorante, Chargée de cours à l'université Robert Schuman et Francis Meyer , Maître de conférence à l'université Robert Schuman, Institut du travail	153
Annexe : DURÉE DU TRAVAIL – Heures d'équivalence – Compatibilité avec le droit communautaire (Directive 93/104) – Questions préjudicielles – 1° Temps de travail – Définition – Champ d'application – 2° Pondération du décompte du temps de travail en fonction de son intensité – Licéité.	
CONSEIL D'ÉTAT (1^{re} sous-section) 3 décembre 2003	159
A PROPOS DU RAPPORT DE VIRVILLE :	
Un projet de réfection du droit du travail néo-libéral : grille d'analyse, par Marie-France Bied-Charreton , avocate au Barreau de Paris	161
Sécurité pour les uns, risques pour les autres, par Pascal Rennes , Directeur du travail	164

Jurisprudence :

ACCIDENTS DU TRAVAIL – Faute inexcusable – Indemnisation de la victime – Prescription – Interruption – Réclamation.	
COUR DE CASSATION (2^e Ch. Civ.) 16 septembre 2003	169
Note Patrick Leroy	169
ACCIDENTS DU TRAVAIL – Imputabilité – Agent de conduite de la SNCF victime d'un malaise dans le foyer du personnel roulant – Accident survenu au cours d'une mission – Assimilation au temps et au lieu du travail – Bénéfice de la législation..	
COUR DE CASSATION (2^e Ch. Civ.) 16 septembre 2003	171
ASSURANCES SOCIALES – Assurance vieillesse – Liquidation de la pension – Principe d'intangibilité des droits liquidés – Limites – Renonciation (deux espèces) – Taux plein automatique à 60 ans pour inaptitude au travail – Proratisation de la pension en fonction de la durée d'assurance – Poursuite de l'activité afin d'améliorer les droits à pension – Renonciation temporaire à la pension (oui) (première espèce) – Droits ouverts auprès de deux régimes – Perception de la deuxième prestation faisant perdre le bénéfice de la première – Renonciation définitive (oui) (deuxième espèce).	
Première espèce : COUR DE CASSATION (2^e Ch. Civ.) 18 novembre 2003	171
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (2^e Ch. Civ.) 16 septembre 2003	172
Note Arnaud de Senga	172
CONTRAT DE TRAVAIL – Départ anticipé en préretraite – Employeur gestionnaire d'un régime spécial – Erreur dans le taux de remplacement indiqué au salarié – Préjudice – Attribution de dommages et intérêts.	
CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE LYON (Sect. encadr.) 22 mai 2003	173

CONTRAT DE TRAVAIL – Harcèlement moral – Obligation de l'employeur d'assurer la protection des salariés (L. 230-2 I C. Tr.) – Harcèlement perpétré par le salarié d'une entreprise extérieure – Caractère indifférent de l'extériorité – Carence de l'employeur qui ne s'est pas opposé à un processus ayant abouti à une déclaration d'inaptitude – Dommages et intérêts.	
COUR D'APPEL DE DIJON (Ch. Soc.) 30 mai 200	174
Note Catherine Fuentes Institut du travail, Univ. R. Schuman, Strasbourg	175
CONTRAT DE TRAVAIL – Rupture – Mise à la retraite d'office – Assimilation à un licenciement – Conséquences (deux espèces) – 1) Obligation de convoquer le salarié à un entretien préalable – Eventualité d'une mise à la retraite devant être mentionnée dans la convocation à l'entretien préalable (première espèce) – 2) Droit du salarié au bénéfice de l'indemnité conventionnelle de licenciement (deuxième espèce).	
Première espèce : CONSEIL D'ETAT 30 juillet 2003	176
Deuxième espèce : COUR D'APPEL DE PARIS (21^e C) 31 octobre 2003	177
ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS – Recours judiciaires – 1) Jugement d'ouverture ne suspendant pas les instances en cours devant la juridiction prud'homale – Représentant des créanciers n'en ayant informé ni le salarié, ni la juridiction saisie, irrecevable à contester l'opposabilité de la décision intervenue ultérieurement (première et deuxième espèces). 2) Evaluation de la créance salariale – Primes prises en compte dans la détermination du salaire minimum pour le mois où elles ont été versées – Absence de compensation sur l'année (deuxième espèce).	
Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 17 septembre 2003	178
Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 17 septembre 2003	179
FONCTIONNAIRES ET AGENTS PUBLICS – Accident de travail – Praticien hospitalier – Contamination par le VIH – Responsabilités de l'employeur et de l'Etat – Responsabilité pour faute (non) – Caractère anormal du préjudice – Responsabilité sans faute de l'employeur (oui).	
CONSEIL D'ÉTAT (5^e et 7^e sous-sections) 10 octobre 2003	180
Note Malik Boumédiène, docteur en droit public	182
GREVE – Réquisition – Pouvoirs accordés au Préfet par l'article L. 2215-1-4 ^o du Code général des collectivités territoriales – Exercice – Conditions.	
CONSEIL D'ÉTAT (1^{re} et 2^e ss-sect.) 9 décembre 2003	184
Note Mireille Panigel-Nennouche, avocate au Barreau de Paris	185
LICENCIEMENT – Rupture pour motif économique – Proposition de convention de conversion – Non-délivrance des informations prévues par l'ANI du 20 octobre 1986 – Absence de motivation – Absence de cause réelle et sérieuse – Proposition judiciaire de réintégration – A défaut, indemnisation du salarié.	
COUR D'APPEL DE PARIS (22^e Ch. C) 27 février 2003	189
LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Salariée de la société mère exerçant un mandat dans une filiale - Transmission d'informations alarmantes au conseil d'administration de la filiale - Atteinte au bon fonctionnement de l'entreprise (non) - Présence des représentants du personnel indifférente - Liberté d'expression dans le cadre des fonctions et d'un cercle restreint - Provision sur indemnité de licenciement.	
CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE PARIS (référé) 15 septembre 2003	191
Note Arnaud de Senga	192
SECURITE SOCIALE – Administrateurs salariés – Exercice des fonctions – Crédit d'heures – Utilisation – Absence de contrôle a priori par l'employeur – Contrôle a posteriori seul possible sur l'information de la réalité d'un emploi conforme aux fonctions.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 13 mai 2003	194
SYNDICAT PROFESSIONNEL – Discrimination – Intérimaire – Refus d'une entreprise utilisatrice de renouveler la mission – Infraction à l'article 225-2 C. Pén. (oui).	
COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 2 septembre 2003	194
Note Romain Marié, Maître de conférences à l'université (IUT) de Nancy 2	195